

Philippe Van Parijs

**La social-démocratie face à l'impasse de l'Etat social passif:
business ou liberté?**

Intervention lors du colloque de la Gauche réformatrice européenne
« Rénover la gauche européenne. Réflexions et perspectives »,
Bruxelles, Bibliothèque Solvay, 10 novembre 2007

in *Rénover la gauche en Europe*, Bruno Liebhaberg ed ., Bruxelles : Luc Pire,
2008, 104-106.

A entendre les intervenants, un souci prioritaire de la social-démocratie aujourd'hui est de se libérer du discrédit qui pèse sur l'"Etat social passif", sur un système de transferts focalisés sur un nombre croissant d'inactifs et pesant de plus en plus lourdement sur les épaules d'un nombre décroissant d'inactifs. Cet objectif est légitime. Il est même crucial. Mais pour chercher à l'atteindre, il y a deux manières très différentes de procéder.

L'une consiste à traquer, mieux que la droite, les chômeurs volontaires de manière à ce que le système d'assurance sociale joue correctement son rôle de protection contre le risque de chômage involontaire, de manière aussi à maximiser le taux d'emploi, à occuper les gens dès que possible, aussi longtemps que possible, aussi pleinement que possible. Le très conservateur président américain Calvin Coolidge s'était notoirement assigné pour devise, à la veille de la Grande Crise "The business of America is business". Au yeux de certains, dont les promoteurs de la réforme allemande dite *Harz IV*, la social-démocratie consiste en son coeur à le prendre à la lettre: "*the business of European social democracy is busi-ness*". Son impératif est d'une attrayante simplicité: "Keep the people busy".

L'autre manière de se démarquer de l'Etat social passif est plus audacieuse. Elle consiste à cesser de ne voir dans les transferts de l'Etat Providence que des indemnités associées à la réalisation d'un risque. Ils peuvent aussi encourager, faciliter ou simplement rendre possible, des activités distinctes de l'emploi. Les crédits-temps destinés à la formation, les allocations d'interruption de carrière que nous connaissons en Belgique, les expériences suédoises de congé parental, dont il a été question dans l'exposé de Pär Nuder. Il ne s'agit plus ici de traquer le chômage volontaire mais de l'encadrer. Voilà, disent ses partisans, une approche moins constipée, plus décontractée de la social-démocratie, mais qui donne le temps de ralentir son rythme de travail pour mieux s'occuper de ses enfants et pour en faire davantage, pour souffler un moment et prendre le temps de se retourner lorsque le *burn out* guette, pour se mettre à jour, se recycler, se réorienter avant qu'il ne soit trop tard.

Ceci suggère qu'à côté de la grisaille de la social-démocratie néo-coolidgienne s'en profile une autre, trop timidement peut-être, et trop modestement. Une social-démocratie qui ose accorder une place centrale à la liberté et à la diversité. Une social-démocratie résolue à élargir les options au lieu de forcer chacun dans le moule unique du salariat à plein temps. Une social-démocratie qui de se fait se trouve bien mieux armée pour sortir de l'impasse de l'Etat social passif. Car ce n'est pas en rendant les gens aussi *busy* que possible qu'on les rend aussi productifs et reproductifs que nécessaire. Ce n'est pas en embrigadant tout ce qui bouge dans l'armée des salariés que l'on assure le développement du capital humain.

N'est-il pas grand temps, pour faire face avec réalisme aux défis inédits qui sont les nôtres, de ressusciter sans honte le grand idéal émancipateur du socialisme originel, de l'articuler avec vigueur, de le concrétiser avec imagination, et de mettre une action politique efficace au service de la liberté réelle pour tous?